
LA CINEMATHEQUE FRANCAISE

51 rue de Bercy
75012 PARIS

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2025

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Aux membres de l'Assemblée Générale de l'Association

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale du 1 juillet 2024, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association La Cinémathèque Française relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les incidences de la première application du règlement ANC 2022-06 exposées dans le paragraphe « règles et méthodes comptables » de l'annexe des comptes annuels.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance l'appréciation suivante qui, selon notre jugement professionnel, a été la plus importante pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

La note de l'annexe « Subventions d'investissement non encore utilisées » rappelle que votre association reçoit des ressources de la part des tiers financeurs affectées à des projets définis. Elles font l'objet d'un suivi lorsqu'elles n'ont pas pu être utilisées. Le tableau nommé « Mouvements des subventions d'investissement non encore utilisées » explique les variations des dites subventions durant l'exercice. Nos travaux ont notamment consisté à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent les estimations, et à revoir par sondages les calculs effectués par l'association dans le cadre de la comptabilisation de ces subventions d'investissement non encore utilisées.

L'appréciation ainsi portée s'inscrit dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport du trésorier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'assemblée générale.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement de l'entité relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatifs à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris, le 17 avril 2026

Le Commissaire aux Comptes

GMBA Séléco

Représentée par

Marie Toyer

Commissaire aux comptes Associée



CINEMATHEQUE

51 rue de Bercy 75012 Paris – SIRET 775 671 464 00110

COMPTES ANNUELS 2025

Bilan

Compte de résultat

Annexes

1.	BILAN ACTIF	3
2.	BILAN PASSIF	3
3.	COMPTE DE RÉSULTAT	4
4.	ANNEXES	7
A.	FAITS CARACTÉRISTIQUES	7
B.	PRINCIPES, RÉGLES ET MÉTHODES COMPTABLES	8
C.	NOTES SUR LE BILAN	8
1.	Actif immobilisé	8
2.	Actif circulant	12
3.	Fonds propres	13
4.	Autres fonds propres	14
5.	Provisions pour risques et charges	14
6.	Dettes	15
D.	NOTE SUR LE COMPTE DE RÉSULTAT	19
1.	Résultat d'exploitation	19
2.	Résultat financier	20
3.	Résultat exceptionnel	20
E.	AUTRES INFORMATIONS	20
1.	Information à caractère fiscal	20
2.	Information à caractère social	21
3.	Honoraires du commissaire aux comptes	21
4.	Crédit-bail	21
5.	Engagements hors bilan	21
6.	Membres de la Cinémathèque française	21

1. BILAN ACTIF

Période du 01/01/2025 au 31/12/2025						
BILAN ACTIF						
	Brut	Amortis- sements	Net au 31/12/2025	Net au 31/12/2024	Variation	%
TOTAL I - FRAIS D'ÉTABLISSEMENT	957 437	957 437	0	0	0	0
Immobilisations incorporelles						
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	29 263 312	23 867 645	5 395 667	5 919 191	-523 524	-8,84%
Autres immobilisations incorporelles	766 460	742 373	24 087	70 337	-46 250	-65,75%
Immobilisations incorporelles en cours, avances et acomptes	146 051	0	146 051	0	146 051	
Total immobilisations incorporelles	30 175 823	24 610 017	5 565 805	5 989 528	-423 723	-7,07%
Immobilisations corporelles						
					0	
Terrains	7 375 000	0	7 375 000	7 375 000	0	0,00%
Constructions	22 252 042	7 116 697	15 135 345	15 586 315	-450 969	-2,89%
Installations techniques, mat & outil industriels	7 111 909	6 334 894	777 015	856 960	-79 945	-9,33%
Collections non-film	9 649 305	8 125 365	1 523 940	1 523 786	155	0,01%
Autres immobilisations corporelles	39 478 307	30 351 972	9 126 334	9 732 657	-606 323	-6,23%
Immobilisations corporelles en cours, avances et acomptes	59 834	0	59 834	0	59 834	
Total immobilisations corporelles	85 926 396	51 928 928	33 997 468	35 074 718	-1 077 250	-3,07%
Immobilisations financières						
					0	
Prêts	767 811	0	767 811	734 688	33 123	4,51%
Autres immobilisations financières	48 561	0	48 561	48 006	555	1,16%
Total immobilisations financières	816 372	0	816 372	782 694	33 678	4,30%
TOTAL II - ACTIF IMMOBILISÉ	116 918 591	76 538 945	40 379 646	41 846 941	-1 467 295	-3,51%
Stocks et en-cours	340 348	56 811	283 537	266 775	16 762	6,28%
Créances						
					0	
Créances clients, usagers et comptes rattachés	703 672	63 865	639 807	715 925	-76 118	-10,63%
Autres créances	2 698 390	0	2 698 390	2 551 131	147 259	5,77%
Charges constatées d'avance	141 720	0	141 720	128 639	13 081	10,17%
Total créances	3 543 782	63 865	3 479 917	3 395 695	84 222	2,48%
Valeurs mobilières de placement						
Instruments financiers à terme et jetons détenus	7 500 000	0	7 500 000	6 500 000	1 000 000	15,38%
Disponibilités	3 914 201	0	3 914 201	4 905 821	-991 621	-20,21%
Total disponibilités	11 414 201	0	11 414 201	11 405 821	8 379	0,07%
TOTAL III - ACTIF CIRCULANT	15 298 331	120 676	15 177 655	15 068 291	109 364	0,73%
Ecarts de conversion actif					0	
TOTAL GÉNÉRAL	133 174 359	77 617 059	55 557 301	56 915 232	-1 357 931	-2,39%

2. BILAN PASSIF

Période du 01/01/2025 au 31/12/2025

BILAN PASSIF

	Net au 31/12/2025	Net au 31/12/2024	Variation	%
Fonds propres sans droit de reprise				
Fonds propres statutaires sans reprise	17 532	17 532		
Fonds propres avec droit de reprise				
Fonds propres statutaires avec reprise	0	0		
Réserves				
Fonds d'investissement	83 847	83 847		
Fonds de trésorerie	30 490	30 490		
Réserve propre assureur	11 434	11 434		
Résultat et report à nouveau				
Report à nouveau (excédent)	2 629 505	2 428 336	201 169	8%
Excédent ou déficit de l'exercice	-240 323	201 169	-441 492	-219%
Sous total situation nette	2 532 485	2 772 808	-240 323	-8,67%
	Subventions 116 864 561 €	Virées au résultat 77 286 109 €		
Subventions d'investissement amortissable	39 578 452	41 079 425	-1 500 973	-4%
Subventions d'investissement non encore utilisées	5 475 336	5 556 762	-81 426	-1%
Sous-total Subventions d'investissement	45 053 788	46 636 187	-1 582 400	-3,39%
TOTAL I - FONDS PROPRES	47 586 272	49 408 995	-1 822 722	-3,69%
Avances conditionnées	141 732	141 732	0	0%
AUTRES FONDS PROPRES	141 732	141 732	0	0,00%
Fonds dédiés	0	0	0	
TOTAL II - FONDS REPORTÉS ET DEDIÉS	0	0	0	0,00%
Provisions				
Provisions pour risques	37 000	105 500	-68 500	-65%
Provisions pour charges	1 863 512	1 834 797	28 715	2%
TOTAL III - PROVISIONS	1 900 512	1 940 297	-39 785	-2,05%
Dettes financières				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit				
Autres emprunts et dettes divers				
Total dettes financières	0	0	0	
Dettes diverses				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 532 075	1 818 283	-286 208	-16%
Dettes fiscales et sociales	3 250 095	3 016 006	234 089	8%
Autres dettes	642 624	127 556	515 069	404%
Produits constatés d'avance	503 991	462 364	41 627	9%
Total dettes diverses	5 928 785	5 424 208	504 576	9,30%
TOTAL IV - DETTES	5 928 785	5 424 208	504 576	9,30%
Ecart de conversion passif			0	
TOTAL GÉNÉRAL	55 557 301	56 915 232	-1 357 931	-2,39%

3. COMPTE DE RÉSULTAT

Période du 01/01/2025 au 31/12/2025				
COMPTE DE RÉSULTAT				
	Net au 31/12/2025	Net au 31/12/2024	Variation	%
Cotisations	18 805	18 900	-95	-0,5%
Ventes de marchandises	1 095 577	841 806	253 771	30,1%
Production de services	3 220 232	2 972 438	247 794	8,3%
Produits des activités annexes	1 027 902	847 166	180 736	21,3%
Total Ventes de biens et services	5 343 711	4 661 410	682 301	14,6%
Concours publics et subventions d'exploitation	22 524 067	17 170 517	5 353 550	31,2%
Dons manuels	400	0	400	
Mécénats	1 283 298	1 899 268	-615 970	-32,4%
Contributions financières	0	0	0	
Total Produits de tiers financeurs	23 807 764	19 069 785	4 737 979	24,8%
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	219 885	600 162	-380 276	-63,4%
Autres produits	146 516	242 615	-96 099	-39,6%
TOTAL I - PRODUITS D'EXPLOITATION	29 536 682	24 592 872	4 943 810	20,1%
Charges externes				
Achats de marchandises	732 285	576 909	155 376	26,9%
Variation de stock	-17 029	-37 518	20 489	-54,6%
Achats de matières premières et autres approvisionnements	877 247	829 486	47 761	5,8%
Autres achats et charges externes	8 791 625	7 305 244	1 486 381	20,3%
Total charges externes	10 384 128	8 674 121	1 710 008	19,7%
Impôts, taxes et versements assimilés	1 619 185	1 237 075	382 110	30,9%
Charges de personnel				
Salaires	10 251 199	9 686 681	564 519	5,8%
Cotisations sociales	4 357 315	4 460 417	-103 102	-2,3%
Total charges de personnel	14 608 514	14 147 097	461 416	3,3%
Dotations d'exploitation				
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	2 798 942	2 614 681	184 261	7,0%
Dotations aux provisions sur immobilisations	0	0	0	
Dotations aux provisions sur actif circulant	4 279	29 401	-25 122	-85,4%
Dotations aux provisions pour risques et charges	174 883	130 458	44 425	34,1%
Total dotations d'exploitation	2 978 103	2 774 540	203 563	7,3%
Autres charges d'exploitation	370 093	477 312	-107 219	-22,5%
TOTAL II - CHARGES D'EXPLOITATION	29 960 023	27 310 145	2 649 878	9,7%
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	-423 341	-2 717 273	2 293 932	-84,4%

COMPTES DE RÉSULTAT

	Net au 31/12/2025	Net au 31/12/2024	Variation	%
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	-423 341	-2 717 273	2 293 932	-84,4%
Produits financiers				
De participation			0	
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé			0	
Autres intérêts et produits assimilés	182 712	307 405	-124 692	-40,6%
Reprises sur dépréciations et provisions			0	
Différences positives de change	1 940	12	1 928	16063,3%
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie			0	
TOTAL III - PRODUITS FINANCIERS	184 652	307 417	-122 765	-39,9%
Charges financières				
Dotations aux amortissements, dépréciation et provisions			0	
Intérêts et charges assimilées			0	
Différences négatives de change	1 634	3 067	-1 433	-46,7%
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie			0	
TOTAL IV - CHARGES FINANCIÈRES	1 634	3 067	-1 433	-46,7%
RÉSULTAT FINANCIER (III-IV)	183 018	304 349	-121 332	-39,9%
RÉSULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)	-240 323	-2 412 923	2 172 600	-90,0%
TOTAL V - PRODUITS EXCEPTIONNELS	0	2 614 092	-2 614 092	-100,0%
TOTAL VI - CHARGES EXCEPTIONNELLES	0	0	0	
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	0	2 614 092	-2 614 092	-100,0%
TOTAL VII - PARTICIPATION DES SALARIÉS AUX RÉSULTATS	0	0	0	
TOTAL VIII - IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES	0	0	0	
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	29 721 334	27 514 381	2 206 953	8,0%
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VII + VIII)	29 961 657	27 313 212	2 648 445	9,7%
EXCÉDENT OU DÉFICIT	-240 323	201 169	-441 492	-219,5%
Contributions volontaires en nature				
Dons en nature	78 800	47 661	31 139	65,3%
Prestations en nature	255 167	260 459	-5 292	-2,0%
Total	333 967	308 120	25 847	8,39%
Charges des contributions volontaires en nature				
Secours en nature - mécénat nature	78 800	47 661	31 139	65,3%
Prestation en nature - mécénat nature	255 167	260 459	-5 292	-2,0%
Total	333 967	308 120	25 847	8,39%

4. ANNEXES

L'association « La Cinémathèque française » est régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901. Fondée en 1936 par Henri Langlois, ses missions sont la préservation, la restauration et la diffusion du patrimoine cinématographique. Avec plus de 40 000 films et des milliers de documents et d'objets liés au cinéma, cette collection est aujourd'hui reconnue comme une collection unique et inestimable de très grande envergure.

En sa qualité d'Opérateur de l'Etat, elle est placée depuis 2011 sous la tutelle financière et technique du Centre National du Cinéma et de l'Image Animée (CNC) ; le ministère de la Culture en assure la tutelle administrative.

Ses comptes annuels de l'exercice 2025 ont été établis en conformité avec la réglementation française en vigueur. Les principes comptables méritant une information complémentaire ainsi que les éventuelles dérogations à ces principes sont précisés ci-après.

Conformément au décret n°2009-540 du 14 mai 2009, les comptes annuels des exercices 2006 à 2024 ont été publiés au Journal Officiel.

Les états financiers ont été préparés sur la base de la continuité d'exploitation.

A. FAITS CARACTÉRISTIQUES

En 2025, la Cinémathèque française confirme son attractivité avec une fréquentation en hausse et un niveau élevé de ressources propres. Néanmoins, plusieurs facteurs conjoncturels sont venus altérer le résultat de l'exercice.

L'exercice se solde ainsi par un déficit de -240 K€, soit un recul de -441 K€ par rapport à 2024 (+201 K€) et de -260 K€ par rapport au budget rectificatif n°2. Ce résultat s'explique principalement par plusieurs facteurs conjoncturels qui ont engendré des dépenses non prévues mais incontournables parmi lesquels : le lancement d'une réflexion stratégique sur l'image et la communication de la Cinémathèque, engagé à la demande du conseil d'administration dans le cadre d'une feuille de route établie en février 2025 ; l'évacuation des équipes du Fort de Saint-Cyr, travaillant auprès des collections films, en raison d'infiltrations affectant le bâtiment ; les départs de deux cadres dirigeants ; ainsi que la fermeture par mesure de précaution des salles de cinéma pendant un mois pour permettre un traitement intensif contre les punaises de lit.

En dehors de ces éléments exceptionnels, et grâce à une programmation particulièrement attractive, notamment portée par l'exposition *Wes Anderson*, l'établissement aurait été en mesure de maintenir l'équilibre budgétaire positif observé les années précédentes.

La subvention du CNC s'élève à 20 830 K€, en légère augmentation (+80 K€) par rapport à 2024.

La fréquentation globale atteint près de 465 000 visiteurs, spectateurs et lecteurs, soit 23 000 de plus que l'année précédente, un niveau inédit depuis 2012-2013. Les salles de cinéma et les actions culturelles ont accueilli 215 000 spectateurs, avec un taux de remplissage stable à 59 %, malgré un mois d'exploitation en moins en décembre 2025.

Les expositions temporaires, *Wes Anderson* et *My Name is Orson Welles*, ont rencontré un vif succès. Le Musée Méliès poursuit sa croissance avec plus de 56 000 visiteurs, en hausse de 10 %, en partie grâce à l'effet d'entraînement de l'exposition *Wes Anderson*.

La part des moins de 26 ans représente 25 % de la fréquentation totale (116 000), en légère progression par rapport à 2024 (24 % - 106 000) et 2023 (21 % - 70 000), confirmant l'attractivité de l'institution auprès du jeune public.

B. PRINCIPES, RÉGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les principes comptables généraux appliqués aux comptes annuels de l'exercice 2025 résultent des dispositions suivantes :

- Plan comptable général 1999,
- Règlement n° 99.01 du 16 février 1999 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et fondations,
- L'avis n°99-09 du Conseil national de la comptabilité sur la comptabilisation des frais d'édition de certains ouvrages,
- Règlement CRC 2002.10 en vigueur depuis le 1er janvier 2005.

Les principes comptables appliqués aux comptes 2025 :

- Règlement n°2014-03 et suivants,
- Règlement n°2022-06 et suivants

En 2025, en application du règlement n°2022-06, un impact significatif est à noter dans la présentation des comptes par rapport à 2024 : le mécanisme de financement des amortissements de la Cinémathèque française est désormais enregistré en produit d'exploitation, alors qu'il était auparavant comptabilisé en produit exceptionnel. Cf page 19 - 1. Résultat d'exploitation.

Conformément au respect du règlement ANC, en 2025, la taxe mobilité a été reclassée en charges fiscale auparavant classée en cotisations sociales.

C. NOTES SUR LE BILAN

1. Actif immobilisé

Le détail de la variation des immobilisations se trouve en page 10 de la présente annexe.

Biens apportés par l'État et mis à la disposition de la Cinémathèque française

Lors de la réunion du 7 janvier 2008 entre la Cinémathèque française, le Centre National du Cinéma et de l'Image Animée et le contrôleur financier de la Cinémathèque française, il a été confirmé que les collections déposées ou données à la Cinémathèque ne pouvaient être inscrites au bilan (à l'exception, comme auparavant, des travaux de restauration ou de sauvegarde) et que l'inscription au bilan de la Cinémathèque française du bâtiment du 51, rue de Bercy mis à la disposition de la Cinémathèque par l'État par convention domaniale depuis le 1er mai 2005 (emménagement physique le 16 juin 2005) était une nécessité.

Immobilisations incorporelles

▪ **Investissements de création**

Les investissements de création correspondent aux frais d'édition de certains ouvrages, dont les caractéristiques culturelles, documentaires ou historiques, entraînent la constatation de ces éléments à l'actif du bilan. L'amortissement économique de ces investissements, assimilables à des frais de recherche et de développement, selon le plan comptable de l'édition, s'effectue sur une durée de cinq ans.

▪ **Concessions, brevets et droits similaires, droits collections films**

La mission, dévolue à la Cinémathèque française, de défense et de sauvegarde du répertoire cinématographique, de protection de ce patrimoine, conduit celle-ci à engager des dépenses de conservation des films (restauration et sauvegarde, fabrication de "matrices d'archives" (contretypes), recherche de films, d'identification de leurs droits, voire d'acquisition de ces droits, etc.).

L'ensemble de ces travaux confère ainsi à la Cinémathèque française un droit d'exploitation culturel et scientifique, lui permettant d'assurer sa mission de service public de préservation du patrimoine cinématographique.

En raison du caractère de ces droits culturels, les montants des dépenses engagées se rapportant aux films sont inscrits en immobilisations incorporelles.

La distinction entre les différentes natures de droit de ces investissements relatifs au patrimoine cinématographique et à sa conservation a été opérée à partir du 1er janvier 1993. Les dépenses engagées correspondantes sont inscrites à l'actif du bilan en immobilisations incorporelles à la rubrique "concessions, brevets, licences, marques, procédés".

▪ ***Immobilisations incorporelles en cours***

Pour rappel, à fin 2024, le montant des immobilisations incorporelles en-cours étaient nul, toutes les restaurations et projets avaient été achevés dans le courant de l'année 2024. En 2025, le montant des immobilisations incorporelles est de 146 051 €, notamment pour les projets de déploiement d'un nouveau logiciel CRM et de restaurations de film.

Immobilisations corporelles

Les 15 271 m² de l'immeuble du 51 rue de Bercy Paris 12ème sont comptabilisés pour une valeur de 29,5 M€ : composants bâtis 22,125 M€ et composants non bâtis 7,375 M€.

Les autres immobilisations corporelles sont principalement constituées par des investissements ayant pour objet la création, l'acquisition pour collections muséographiques ou l'amélioration significative d'un bien durable destiné à être utilisé dans le cadre des activités de l'institution.

Les autres immobilisations corporelles sont également constituées des travaux de réfection global ou investissements assimilés à des travaux de gros entretien ou de grandes révisions, correspondant à des dépenses inscrites dans des programmes pluriannuels de travaux, ayant pour objet de maintenir le bon état et la valeur des équipements et des aménagements, et dont la nécessité est avérée pour l'exercice des missions de l'institution, notamment afin de garantir un état satisfaisant du bâtiment de Bercy permettant l'accueil du public dans le cadre de la mission de diffusion des collections.

Immobilisations financières

Les immobilisations financières correspondent à l'obligation d'investissement en matière d'effort de construction (PEEC) pour une valeur de 742 611 €.

Un prêt inter-entreprise, sur 5 ans, d'un montant de 42 000 € a été consenti en 2023 au concessionnaire du restaurant, le Café Lola. Le capital restant à rembourser à fin 2025 s'élève à 25 200 €.

Les autres immobilisations financières sont constituées par les dépôts et cautionnements versés pour un montant global de 48 561 €.

IMMOBILISATIONS

	Valeur brute début exercice (1)	Augment. par réévaluat . (2)	Acquisit. apports (3)	Diminut. (4)	Diminuti. par cessions mises hors service (5)	Valeur brute fin d'exercice (1+2+3- 4-5)
Frais d'établissement	957 437	0	0	0	0	957 437
Immobilisations incorporelles						
Concessions, brevets et droits similaires dt coll. films	28 971 281	0	292 032	0	0	29 263 312
Autres immobilisations incorporelles	766 460	0	0	0	0	766 460
Immobilisations incorporelles en cours	0	0	146 051	0	0	146 051
Total immobilisations incorporelles	29 737 740	0	438 082	0	0	30 175 823
Immobilisations corporelles						
Terrains	7 375 000	0	0	0	0	7 375 000
Constructions	22 252 042	0	0	0	0	22 252 042
Installations techniques, mat & outil industriels	6 961 075	0	150 834	0	0	7 111 909
Collections non-film	9 353 352	0	295 953	0	0	9 649 305
Autres immobilisations corporelles	39 125 040	0	353 266	0	0	39 478 307
Immobilisations corporelles en cours	0	0	59 834	0	0	59 834
Total immobilisations corporelles	85 066 510	0	859 886	0	0	85 926 396
Immobilisations financières						
Prêts	734 687		33 123			767 811
Autres immobilisations financières	48 006		555			48 561
Total immobilisations financières	782 694	0	33 678	0	0	816 372
TOTAL GÉNÉRAL	116 544 381	0	1 331 646	0	0	117 876 028

Amortissements

En application des règles CRC 2002.10, l'amortissement des biens s'effectue en fonction de la durée d'utilité prévue par l'utilisateur ou des pratiques de la profession, selon le barème suivant :

DURÉES D'AMORTISSEMENT	
Immobilisations incorporelles	
Investissement de création	5 ans
Concessions, brevets, licences, droits similaires	10 ans
Logiciel	3 ans
Site internet	5 ans
Autres immobilisations incorporelles	de 3 à 10 ans
Immobilisations corporelles	
Bâtiment	50 ans
Installations techniques, matériel et outillage industriels,	de 3 à 15 ans
Collections Musée, Bibliothèque, Appareils (restauration, enrichissement)	5 à 10 ans
Installations générales, agencement, aménagements divers	de 3 à 25 ans
Matériel de transport	5 ans
Matériel de bureau, matériel informatique et mobilier	de 3 à 15 ans
Emballages récupérables	5 ans

Période du 01/01/2025 au 31/12/2025				
AMORTISSEMENTS				
Immobilisations amortissables	Montant début exercice	Augment. dotations	Diminutions reprises	Montant fin exercice
Frais d'établissement	957 437	0	0	957 437
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement - Investissement de création	957 437	0	0	957 437
Concessions, brevets et droits similaires dt coll. films	23 052 089	815 664	109	23 867 644
Autres immobilisations incorporelles	696 123	46 250	0	742 373
Immobilisations incorporelles en cours				
Total immobilisations incorporelles	24 705 649	861 914	109	25 567 454
Immobilisations corporelles				
Constructions	6 665 728	450 969	0	7 116 697
Installations techniques, mat & outil industriels	6 104 115	230 779	0	6 334 894
Collections non-film	7 829 566	296 104	305	8 125 365
Autres immobilisations corporelles	29 392 383	961 542	1 952	30 351 973
Immobilisations corporelles en cours				
Total immobilisations corporelles	49 991 792	1 939 394	2 257	51 928 929
TOTAL GÉNÉRAL	74 697 441	2 801 308	2 366	77 496 383

2. Actif circulant

Stocks

Les stocks comprennent les ouvrages possédés par la librairie de la Cinémathèque française. Un inventaire physique a été réalisé en août lors de la fermeture au public annuelle. Le stock au 31/12/2025 est issu d'un export du logiciel. Le logiciel traitant les entrées et les sorties de stock avec les commandes fournisseurs et les ventes clients.

Les règles de dépréciation des stocks sont en continuité avec les exercices précédents et le calcul a été automatisé afin de garantir la fiabilité du traitement. Les principes de dépréciation sont les suivants :

- Les produits liés aux expositions temporaires, sont dépréciés à 50% quand l'achat remonte à plus d'un an puis à 100% à plus de deux ans, si moins de 10% du stock a été vendu sur les 6 derniers mois.
- Les livres et ouvrages, sont dépréciés à 50% quand l'achat remonte à plus de deux ans, si moins de 10% du stock a été vendu sur les 6 derniers mois.
- Tous les autres produits sont dépréciés à 50% quand l'achat remonte à plus d'un an et que moins de 10% du stock a été vendu sur les 6 derniers mois, puis à 100% à plus de deux ans et que moins de 10% du stock a été vendu sur les 6 derniers mois.

La librairie de la Cinémathèque est spécialisée de ce fait, le taux de roulement des produits est faible et un fond incompressible de produits incontournables est nécessaire, ainsi ces règles ne s'appliquent que pour les quantités en stock supérieures à 5 unités.

Créances

L'inscription des créances impayées en compte de clients douteux s'apprécie au cas par cas, selon le type de client, sa régularité de commande auprès de la Cinémathèque française et l'ancienneté de la créance.

Un changement de méthode a été appliqué sur l'exercice 2019 : elles sont désormais calculées à 50% pour les + de 6 mois et 100% pour les + d'un an.

La provision pour dépréciation des comptes clients est d'un montant de 63 865 € (contre 65 070 € en 2024).

Le montant de la provision pour créances a baissé de 2%, les anciennes créances ont été annulées en miroir les provisions afférentes l'ont également été.

Le tableau des échéances des créances est détaillé en page 17 de la présente annexe.

Autres créances

Les autres créances d'un montant de 2 690 K€ sont constituées principalement de subventions à recevoir du CNC, 2 000 K€ pour la subvention générale, et de 169 K€ concernant le mécénat Netflix 2025.

Placements

Le montant des comptes de dépôts à terme s'élève à 6 000 000 €, et le contrat de capitalisation s'élève à 1 500 000 €. La plus-value latente sur le contrat de capitalisation s'élève à 249 168 €, dont 34 297 € au titre de l'exercice 2025.

3. Fonds propres

Variation des fonds propres

Les variations des postes afférents aux fonds propres sont détaillées ci-dessous.

Période du 01/01/2025 au 31/12/2025					
Variation des Fonds Propres	À l'ouverture de l'exercice	Affectat° du résultat	Augment.	Diminut°	À la clôture de l'exercice
Réserve statutaire sans droit de reprise	17 532				17 532
Fonds propres avec droit de reprise	0				0
Réserves (Fonds d'investissements)	83 847				83 847
Réserves (Fonds de trésorerie)	30 490				30 490
Réserve propre assureur	11 434				11 434
Sous-total Fonds de réserves	143 302	0	0	0	143 302
Report à nouveau créditeur	2 428 336	201 169			2 629 505
Résultat	201 169	-201 169	0	240 323	-240 323
Subvention d'équipement brute	115 566 592		1 297 968	0	116 864 561
Quote-part des subventions d'équipement virée au résultat	74 487 167		2 798 942		77 286 109
Subventions d'équipement nettes	41 079 425		1 297 968	2 798 942	39 578 452
Sub. d'investissements non encore utilisées	5 556 762		292 913	374 339	5 475 336
	49 408 995	0	292 913	2 115 635	47 586 272

Fonds de réserves

Les comptes de « Fonds de réserves » inscrivent les affectations décidées par l'Assemblée Générale annuelle d'approbation des comptes des excédents précédemment dégagés par l'association. Ces réserves se traduisent en fonds de roulement de trésorerie pour répondre aux besoins de financement d'investissement, de fonctionnement et de réserve propre assureur.

Subventions d'équipement amortissables

La Cinémathèque française finance l'ensemble de ses investissements par la subvention générale provenant de sa tutelle (CNC) et d'autres financements privés dédiés. La reprise de cette subvention s'effectue sur la même durée et au même rythme que l'amortissement de l'immobilisation acquise au moyen de la subvention. Cette reprise se traduit comptablement par une diminution du compte « Subvention d'investissement » au passif du bilan, et une augmentation du compte « Quote-part de la subvention virée au résultat » dans les comptes de produits d'exploitations. Pour rappel, cette quote-part était dans les produits exceptionnels, avant l'application du règlement

Subventions d'investissement non encore utilisées

Les subventions d'investissement non encore utilisées sont les rubriques du passif qui enregistrent, à la clôture de l'exercice, la partie des ressources affectées par des tiers financeurs à des projets définis, qui n'a pu encore être utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard.

Les subventions d'investissement non encore utilisée se répartissent de la manière suivante :

- 57% concernent des opérations d'investissement prévues au budget des années à venir ;
- 28% sont dédiés à un projet de création d'un futur lieu de stockage pour les collections ;
- 15% correspondent à des reliquats d'enveloppes issues d'anciennes opérations d'investissements réalisées avant 2021. Ces montants seront réaffectés lorsque le projet de Plan Pluriannuel d'Investissement sera financé.

L'année 2025 présente une particularité : le projet de reconstruction du film *Napoléon vu par Abel Gance* étant désormais achevé, un reliquat de 111 K€ a été consommé sans dépenses correspondantes sur l'année. Ce mécanisme vient redoter le fonds de roulement qui avait été utilisé pour financer des dépenses sur les années précédentes. En effet Les subventions d'investissement non encore utilisées, constituées au fil de ce projet pluriannuel grâce aux mécénats et aux subventions, ont été perçues avec un décalage par rapport à la constatation des dépenses.

Le tableau de ces subventions est détaillé en page 16 de la présente annexe.

4. Autres fonds propres

L'avance conditionnée figurant au passif du bilan correspond à une avance sur recettes attribuée par le Centre National de la Cinématographie et de l'Image Animée pour le financement des travaux de restauration d'une ancienne version du film *Napoléon* d'Abel Gance.

5. Provisions pour risques et charges

Des provisions pour risques et charges sont constatées s'il existe à la clôture de l'exercice une obligation de l'association, et s'il est probable ou certain, à la date de l'établissement des comptes, qu'elle provoquera une sortie de ressource. Les mouvements des provisions pour risques et charges sont détaillés en page 17 de la présente annexe.

La provision relative à la mise aux normes de nos méthodes de calcul des congés payés, constituée en 2022, la troisième et dernière année a été reprise tenant compte que la rétroactivité sur cette période est échue.

La provision de 37 K€ constituée en 2023, pour le risque lié à l'assignation concernant la création du catalogue de l'exposition *Louis de Funès* est conservée en attendant le dénouement judiciaire.

Depuis 2005, la Cinémathèque française enregistre dans ses comptes une provision pour engagements de retraite. Le montant de la provision retraite en 2025 s'élève à 1 863 512 € contre 1 834 797 € en décembre 2024, soit une augmentation de 29 K€. La méthode de calcul revue en 2023 a été appliquée sans changement de méthode.

Pour rappel, les facteurs importants du calcul sont les suivants :

- La progressivité de la répartition de la probabilité de présence à l'âge de la retraite des salariés ;
- L'âge estimé lors du départ en retraite ;
- La projection du salaire brut à la retraite ;
- Le taux d'actualisation SPAC, sur les engagements d'une maturité supérieure à 20 ans, utilisé depuis décembre 2019. Sans contre-indications sur le principe, le choix de lisser ce taux sur 3 ans a été retenu en 2023 afin de stabiliser l'actualisation de la provision. Le taux 2025, pour la valorisation de la provision était de 3,75% contre 3,40% en 2024.

6. Dettes

Autres dettes

Le tableau des échéances des dettes est détaillé en page 18 de la présente annexe.

À noter dans ce poste, la réception en 2025, de la subvention du CNC destinée à l'installation de l'Antenne de la Cinémathèque française à Marseille en 2026, pour un montant de 500 K€.

Produits constatés d'avance

Les produits constatés d'avance s'élèvent à 503 990 €, les principaux produits sont les suivants :

- 190 K€ sur des itinérances d'expositions 2026 ;
- 111 K€ correspondent aux droits de diffusion du film *Napoléon vu par Abel Gance* à France Télévision pour une période courant du 01/09/2024 au 31/08/2027 ;
- 78 K€ correspondent aux abonnements Libre Pass contractés en 2025 courant en 2026, du fait de la fermeture d'un mois des salles, ce montant est supérieur à l'année précédente ;
- 66 K€ concernant un mécénat de 100 K€ de la Fondation Napoléon versé en 2025, devenant *Ami de la Cinémathèque* pour une durée trois ans et dont les contres-parties s'étalent également sur trois années ;
- 54 K€ concernant la billetterie 2026.

MOUVEMENTS DES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT NON ENCORE UTILISÉES

Année de dotations	Affectation des ressources	Sub. Restantes début N	Nouvelles Sub. reportées N	Redéploiement N	Sub. utilisées N	Sub. restantes fin N
Avant 2020	Équipement et travaux des collections	1 356 000 €				1 356 000 €
	Acquisition matériel de restauration	195 993 €				195 993 €
	Travaux bâtiments	185 200 €		14 366 €		170 834 €
	Refonte site internet	74 890 €				74 890 €
	PPI	68 497 €				68 497 €
	Projet numérique	67 994 €				67 994 €
	Équipement technique / travaux 7ème étage	53 053 €				53 053 €
	Audiovisuel et Régie des salles	50 000 €				50 000 €
	Projets informatiques	43 401 €				43 401 €
	Restauration des collections non-film	42 260 €				42 260 €
	Enrichissement des collections films	37 512 €				37 512 €
	Travaux sur Musée Méliès	28 190 €				28 190 €
Tot. av 2021		2 202 991 €				2 188 625 €
2021	Remplacement de véhicules Saint-Cyr	126 000 €				126 000 €
	Restauration des collections non-film	38 759 €		16 097 €		22 662 €
	Projets informatiques	- €			19 842 €	19 842 €
	Équipements informatiques pour le télétravail	64 752 €		44 910 €	- 19 842 €	- €
Total 2021		229 511 €		61 007 €	- €	168 504 €
2022	Équipements bâtiments	147 000 €				147 000 €
	Travaux bâtiments	127 600 €				127 600 €
	Projet numérique	54 000 €				54 000 €
	Refonte site internet	20 000 €				20 000 €
	Équipements patrimoine	10 704 €				10 704 €
	Enrichissement des collections films	9 900 €				9 900 €
Total 2022		369 204 €				369 204 €
2023	Travaux bâtiments	469 150 €		32 138 €	10 285 €	447 297 €
	Équipement et travaux des collections	175 675 €				175 675 €
	Mécénats fléchés <i>Napoléon</i>	253 780 €		111 780 €		142 000 €
	Enrichissement des collections films	26 350 €				26 350 €
	Équipements bâtiments	20 390 €				20 390 €
	Équipements patrimoine	10 970 €				10 970 €
	Refonte site internet	7 500 €				7 500 €
	Travaux d'aménagement de la bibliothèque	10 285 €			- 10 285 €	- €
Total 2023		974 099 €		143 918 €	0 €	830 182 €
2024	PPI	872 739 €				872 739 €
	Projets informatiques	440 610 €		67 930 €		372 680 €
	Travaux bâtiments	290 488 €		17 388 €		273 100 €
	Enrichissement des collections films	40 622 €				40 622 €
	Travaux sur Musée Méliès	37 960 €				37 960 €
	Équipements bâtiments	85 816 €		60 267 €		25 549 €
	Équipement technique / travaux 7ème étage	12 722 €		9 464 €		3 258 €
Total 2024		1 780 957 €		155 049 €		1 625 908 €
2025	Travaux bâtiments	- €	144 385 €			144 385 €
	Projets informatiques	- €	63 594 €			63 594 €
	Audiovisuel et Régie des salles	- €	31 500 €			31 500 €
	Équipements patrimoine	- €	24 400 €			24 400 €
	Équipements bâtiments	- €	15 000 €			15 000 €
	Enrichissement des collections films	- €	14 034 €			14 034 €
Total 2025		- €	292 913 €			292 913 €
TOTAL GÉNÉRAL		5 556 762 €	292 913 €	374 339 €	0 €	5 475 336 €

MOUVEMENT DES PROVISIONS

ACTIF CIRCULANT	Montant début exercice	Augmentat° dotations	Diminutions reprises	Reprise utilisée	Montant fin exercice
Stocks d'ouvrages et en cours					
Stocks d'ouvrages et en cours	56 545	1 004	738		56 811
Créances usagers et comptes rattachés					
Créances usagers douteuses	65 070	3 275	4 480		63 865
Autres comptes					
Total actif circulant	121 615	4 279	5 218	0	120 676
Provisions pour risques					
Provisions pour litiges salariés	65 000	0	65 000		0
Provisions pour autres litiges	40 500	0	3 500		37 000
Provisions pour amendes et pénalités					
Provisions pour perte de change					
Provisions pour autres risques					
Total provisions pour risques	105 500	0	68 500	0	37 000
Provisions pour charges					
Provisions pour départ à la retraite	1 834 797	174 883	146 168		1 863 512
Provisions pour impôts et taxes					
Provisions pour impôts					
Provisions pour autres charges					
Provisions pour investissements					
Total provisions pour charges	1 834 797	174 883	146 168	0	1 863 512
Total provisions pour risques et charges	1 940 297	174 883	214 668	0	1 900 512
TOTAL GÉNÉRAL	2 061 911	179 162	219 885	0	2 021 187

ÉTAT DES CRÉANCES

	Montant brut	À 1 an au plus	À plus d'1 an	À plus de 5 ans
Immobilisations financières				
Prêts	767 811	36 082	137 882	593 846
Autres immobilisations financières	48 561			48 561
Créances				
Avances, acomptes versés sur commandes	8 037	8 037		
Créances clients	629 860	612 508	17 352	
Clients douteux	73 812		73 632	180
Personnel et comptes rattachés	5 500	5 500		
Sécurité sociale et autres Org sociaux	0	0		
État - Impôts sur les bénéfices CICE				
État - Taxe sur la valeur ajoutée	457 934	457 934		
État - Autres impôts, taxes				
État - Divers	2 000 000	2 000 000	0	
Débiteurs divers	226 920	226 920		
Charges constatées d'avance	141 720	141 720		
Ecarts de conversion actif				
TOTAL GÉNÉRAL	4 360 154	3 488 700	228 866	642 588

ÉTAT DES DETTES

	Montant brut	À 1 an au plus	À plus d'1 an	À plus de 5 ans
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit				
Autres emprunts et dettes divers				
Avances et acomptes reçus	94 255	94 255		
Fournisseurs et comptes rattachés	1 532 075	1 532 075		
Personnel et comptes rattachés	1 463 105	1 463 105		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	1 408 593	1 408 593		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée	78 665	78 665		
Autres impôts, taxes et assimilés	226 912	226 912		
Etat Autres	72 819	72 819		
Autres dettes	548 369	548 369		
Produits constatés d'avance	503 991	503 991		
TOTAL GÉNÉRAL	5 928 785	5 928 785		

ÉTAT DES CHARGES À PAYER ET PRODUITS À RECEVOIR

	Montant
Charges à payer	
Fournisseurs factures non parvenues	685 871
Personnel et comptes rattachés	1 428 913
Organismes sociaux	580 029
État impôts et taxes	151 473
Diverses charges à payer	0
Total charges à payer	2 846 286
Produits à recevoir	
Produits à recevoir	476 972
Fournisseurs avoirs à recevoir	8 037
État impôts et taxes	2 000 000
Total produits à recevoir	2 485 009

D. NOTE SUR LE COMPTE DE RÉSULTAT

Ci-dessous, le compte de résultat simplifié pluriannuel et ses variations depuis 2022.

	2022	2023	2024	2025	Variation 22/23	Variation 23/24	Variation 24/25
Produits d'exploitation	23 933 982	23 638 776	24 592 872	29 536 682	-295 206	954 096	4 943 810
Charges d'exploitation	-26 161 697	-26 085 516	-27 310 145	-29 960 023	76 181	-1 224 629	-2 649 878
+Report des ressources non utilisées	0	0	0	0	0	0	0
- Engagements à réaliser	0	0	0	0	0	0	0
DÉFICIT D'EXPLOITATION	-2 227 715	-2 446 740	-2 717 273	-423 341	-219 025	-270 533	2 293 932
Quote-part de résultat sur ops com.	14 597	0	0	0	-14 597	0	0
Produits financiers	9 085	110 822	307 417	184 652	101 737	196 595	-122 765
Charges financières	-2 864	-2 359	-3 067	-1 634	506	-709	1 433
RÉSULTAT FINANCIER	6 221	108 464	304 349	183 018	102 243	195 886	-121 332
RÉSULTAT COURANT	-2 206 897	-2 338 276	-2 412 923	-240 323	-131 379	-74 647	2 172 600
Produits exceptionnels	2 442 381	2 393 089	2 614 092	0	-49 292	221 003	-2 614 092
Charges exceptionnelles	0	-450	0	0	-450	450	0
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	2 442 381	2 392 639	2 614 092	0	-49 742	221 453	-2 614 092
RÉSULTAT DE L'EXERCICE	235 484	54 363	201 169	-240 323	-181 121	146 806	-441 492

1. Résultat d'exploitation

Le résultat d'exploitation est déficitaire en 2025. L'écart significatif par rapport à 2024 s'explique principalement par une évolution réglementaire concernant le mécanisme de financement des amortissements de la Cinémathèque française.

Les investissements (inscrits à l'actif) sont financés, l'année de leur acquisition, par des subventions ou des mécénats d'investissement (inscrits au passif). La dotation aux amortissements de ces investissements est comptabilisée en charge d'exploitation et est compensée chaque année par la reprise d'une quote-part des subventions et mécénats d'investissement correspondants.

Depuis 2025, en application du règlement ANC 2022-06, cette quote-part est désormais enregistrée en produit d'exploitation, alors qu'elle était auparavant comptabilisée en produit exceptionnel.

Produits

Les ventes de marchandises s'entendent des ventes d'ouvrages et produits dérivés à la librairie de la Cinémathèque française.

Le poste « Subvention de fonctionnement » comprend la subvention du CNC, d'autres subventions publiques comme celles de la Drac Île-de-France, ainsi que des apports privés d'accompagnement aux activités culturelles et du mécénat.

Conformément, le règlement comptable pour les associations et fondations, les mécénats en numéraires sont enregistrés au compte 754.

Contributions volontaires en nature

En 2025, les mécénats en nature (compétence et industrie) représentent 333 967 €, soit une hausse par rapport à 2024 de +8%.

La valorisation est établie sur la base des tarifs facturés pour les prestations identiques.

Charges

Le poste « Achat de marchandises » regroupe les achats d'ouvrages et de produits dérivés revendus par la librairie de la Cinémathèque.

2. Résultat financier

Le poste « Autres intérêts et produits assimilés » regroupe les intérêts des comptes à terme.

3. Résultat exceptionnel

Le poste « Produits exceptionnels sur opérations en capital » correspondait en 2024 à la quote-part des subventions d'investissement virée au résultat, pour un montant équivalent à celui des amortissements de l'année.

Depuis 2025, en application du règlement ANC 2022-06, cette quote-part n'est plus enregistrée en produit exceptionnel mais en produit d'exploitation, ce qui explique le résultat exceptionnel nul.

E. AUTRES INFORMATIONS**1. Information à caractère fiscal****Résultat fiscal**

Comme les années précédentes, la Cinémathèque française a réalisé, à titre accessoire, des opérations lucratives : location d'espaces, coédition, cessions de droits, vente de produits dérivés, partenariats, exploitation de la librairie et prestations de valorisation et d'accès aux collections, de photocopies et d'iconographie.

Le résultat fiscal est déficitaire de 327 298 € au 31/12/2025. Ce résultat fiscal porte les déficits fiscaux cumulés à – 32 014 616 €.

Prorata de déduction TVA

À la suite aux conclusions de l'étude fiscale rendues en 2011 et de la position de la Direction de la Législation Fiscale, le ratio de récupération de la TVA exclue du dénominateur la subvention de fonctionnement de l'État. Le taux retenu s'élève à 41% en 2025 contre 38 % en 2024.

Avantages et ressources provenant de l'étranger

À la suite de la modification du règlement ANC 2018-06 par le règlement ANC n°2022-04, le tableau sur l'état séparé des avantages et ressources en provenance de l'étranger est présenté ci-dessous.

Période du 01/01/2025 au 31/12/2025						
ÉTAT DES AVANTAGES ET DES RESSOURCES PROVENANT DE L'ÉTRANGER						
État du contributeur	Date de l'avantage ou de la ressource	Personnalité juridique du contributeur	Nature de l'avantage ou de la ressource	Caractère direct ou indirect de l'avantage ou de la ressource	Mode de paiement	Montant ou valorisation de l'avantage ou de la ressource
États-Unis d'Amérique	09/09/25	Association	Ressource de mécénat	Direct	Virement bancaire	91 289,40
Total États-Unis d'Amérique						91 289,40

2. Information à caractère social

Salariés handicapés

En 2025, l'emploi de travailleurs reconnus handicapés représente 12,87 « unités bénéficiaires » pour une obligation s'élevant à 12 unités. La contribution annuelle se trouve être à 0.

Trois plus hautes rémunérations des cadres dirigeants

Conformément à l'article 20 du titre IV de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, le montant des trois plus hautes rémunérations s'élève à 517 496 € en 2025 (contre 407 721 € en 2024).

Ventilation de l'effectif

	2025	2024
Cadres	94	93
Agents de maîtrise et techniciens	117	118
Employés	1	4
Apprentis et contrats de professionnalisation	7	5
TOTAL	219	220
<i>Dont en CDI</i>	204	205

3. Honoraires du commissaire aux comptes

AUDIT	MONTANT HT
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes annuels	29 900 €

4. Crédit-bail

Il n'y a pas de matériel détenu en crédit-bail au 31/12/2025.

5. Engagements hors bilan

PARTIES		OBJET DE L'ENGAGEMENT	DESIGNATION DE L'ENGAGEMENT	IMPACT FINANCIER	SITUATION
CF	État, représenté par le ministère de la Culture	Locaux : 51 rue de Bercy, Paris 12ème (hors espaces commerciaux)	Convention d'occupation du domaine public, pour une durée de 50 ans à compter du 1er janvier 2014 (se substitue à la convention antérieure conclue pour une période de 12 ans à compter du 1er mai 2005)	À titre gracieux	Signature le 6 mars 2015

6. Membres de la Cinémathèque française

	DEBUT EXERCICE	AUGMENTATION	DIMINUTION	FIN EXERCICE
NOMBRE DE MEMBRES	999	31	33	997